



CAPL du 24/02/2012

DECLARATION LIMINAIRE

Monsieur le Président,

La violence des plans d'austérité conjuguée à la nature régressive des politiques conduites depuis plusieurs années génèrent un climat social explosif.

Refusant d'entendre la colère exprimée par le monde du travail, le gouvernement accentue ses attaques contre les salariés et les privés d'emplois au nom des intérêts des marchés financiers.

Pour la fonction publique, cela se traduit notamment par la mise en place d'une série de mesures anti-fonctionnaires :

- suppressions d'emplois massives et continues ;
- gel des rémunérations ;
- attaques contre le statut ;
- abandon et marchandisation des missions de service public au travers de la RGPP.

Dans leur quotidien de travail, les agents de la DGFIP subissent les restructurations incessantes, des modes de management coercitifs fondés sur la satisfaction des indicateurs et la marche vers le productivisme à outrance.

Comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement en rajoute une louche en instaurant une journée de carence sur le congé maladie pour tous les fonctionnaires, qui de surcroît va s'appliquer rétroactivement au 1^{er} janvier 2012 alors que jusqu'à aujourd'hui, les agents n'ont reçu aucune information de quiconque sur le sujet !

Cette disposition va pénaliser durement les agents de la Fonction Publique, contraints à congés maladie sur prescription médicale. Ils subiront de fait une baisse de salaire, comme s'ils étaient « coupables d'être malade ». Cette nouvelle amputation de leur pouvoir d'achat viendra s'ajouter à celle déjà sans précédent dues au gel des salaires, à l'augmentation des cotisations pour les pensions, à l'augmentation des prélèvements sur les Mutuelles ...

L'enjeu de cette mesure, contrairement aux effets d'annonce de ses instigateurs, n'est nullement l'équité avec le secteur privé, puisque la grande majorité des salariés du privé bénéficient de conventions collectives ou d'accords d'entreprises qui prennent en charge les jours de carence.

Le gouvernement parle de 240 millions d'euros d'économie ... Mensonge : c'est un vol manifeste supplémentaire au préjudice des fonctionnaires et surtout des plus fragiles d'entre eux !

Une fois de plus, ce gouvernement stigmatise et s'attaque aux plus faibles alors qu'il continue à épargner ses amis des marchés financiers.

L'instauration de ce jour de carence, ce n'est ni plus ni moins que l'expression de l'acharnement anti-fonctionnaires des parlementaires et du gouvernement actuel.

La situation des fonctionnaires atteint des abysses et n'est plus supportable.

Entre la baisse continue du pouvoir d'achat, les suppressions d'emplois, les réformes incessantes pour tenter de masquer la surcharge de travail et l'impossibilité d'exercer correctement toutes les missions ... et aujourd'hui la journée de carence ... il devient de plus en plus difficile d'avoir du cœur à l'ouvrage et d'exercer sereinement son métier quand un gouvernement nous considère avec autant de mépris.

LAON, le 24 février 2012.